

Procès Verbal de la Séance du Conseil Municipal

Du 20 septembre 2012

Étaient présents : Mmes BOQUET, BOUTIGNY, FLOURY, LE ROY, LEBAS, MAILLARD
MM. BOUDIER, HAUZAY, JAUDRIAT, LAVENU, LECORDIER, LETHUILLIER, RIBET.

Etaient absents : MM. DETOURNAY, LEGEMBRE

Secrétaire de séance : M. Sylvain LAVENU

Pouvoirs : Aucun

ORDRE DU JOUR

- **Approbation du compte-rendu de la séance du 26 juin 2012**

ECOLE

- o Attribution de subvention au titre de la DETR : extension de l'école
- o Nouveau règlement de cantine
- o Rentrée scolaire
- o Devenir de l'ancienne cantine

GESTION DU PERSONNEL

- Création d'un poste titulaire d'adjoint technique de 2^{ème} classe
- Renouvellement du contrat du 2^{ème} agent d'animation de la garderie

URBANISME

Délibération suite diagnostic indice de cavité n° 180

COMPTABILITE

- Révision des tarifs de la société ISIDORE pour le restaurant scolaire
- Projet de contrat d'assurance dommages-ouvrage : extension de l'école
- Subvention pour pose d'une borne incendie : accord refusé
- Délibération pour subvention accordée à M. GEORGES
- Annulation d'une réservation de la salle polyvalente

COMMUNAUTE DE COMMUNES ET SYNDICATS

- Adoption des propositions du rapport de la Commission d'évaluation de transfert de charges du 4 mai 2012
- Transfert des réseaux de distribution d'électricité du SIERG vers le SDE76
- Rapport de synthèse des travaux du comité de pilotage du 2 juillet 2012 pour le projet de fusion des trois communautés
- Répartition du FPIC entre les communes de Caux Estuaire
- Programme Local de l'habitat : aide à l'accession à la propriété

- Rapport annuel du SEVEDE sur la qualité et le coût d'élimination des déchets

DIVERS

- o Demande du Comité des Fêtes pour rénover le local situé au-dessus de la Mairie
- o Demande du Modern Dance pour entreposer des miroirs à la salle polyvalente
- o Cérémonie du 11 novembre
- o Vœux 2013
- o Colis de fin d'année aux Aînés
- o Rapport d'activité 2011-2012 de l'épicerie solidaire

DEVIS ET TRAVAUX

- ✓ Devis pour vase en bronze pique-fleurs
- ✓ Contrat entretien du défibrillateur (SCHILLER)

COURRIERS et QUESTIONS DIVERSES

Approbation du procès verbal de la séance du 26 juin 2012 :

M. RIBET présente le procès-verbal de la séance précédente et le soumet à l'approbation de l'assemblée.

Le Conseil Municipal approuve et signe le compte-rendu.

Mme BOUTIGNY informe le Conseil Municipal qu'en raison des futurs travaux d'aménagement de la sortie d'agglomération en direction de Bolbec, la Commune de Saint-Romain envisage de mettre en place une déviation pour diriger les usagers de la RN15 vers la R.D. 31 de Gommerville. Elle souligne que les véhicules devront emprunter le rond-point situé à la sortie du village de Gommerville et que le nombre important de véhicules risque d'entraîner des accidents. Mme BOUTIGNY propose de rencontrer M. FOUACHE, adjoint à St Romain, pour fixer les règles à mettre en place car la Commune n'a pas été impliquée dans ce projet de déviation.

Travaux d'extension de l'école – Attribution de subvention

M. RIBET informe le Conseil Municipal que l'Etat a attribué au titre de la Dotation d'Equipe des Territoires Ruraux (DETR) une subvention de 57 697.99€ (représentant 30% de la dépense) pour l'extension de l'école.

Nouveau règlement de cantine

Un nouveau règlement de cantine doit être rédigé pour la mise en service des nouveaux locaux de la cantine scolaire.

La Commission des Affaires Scolaires se réunira pour le rédiger.

Travaux d'extension de l'école

Le nouveau restaurant scolaire ne peut-être mis en service car le CONSUEL (COmité National pour la Sécurité des Usagers de l'ELectricité) n'a toujours pas délivré l'attestation de conformité des installations électriques.

L'accueil périscolaire se fait cependant dans le nouveau réfectoire mais sans chauffage.

Mme BOUTIGNY soulève également un problème de nettoyage de fin de chantier. L'entreprise DESCHAMPS était chargée d'effectuer cette prestation mais ne l'a pas fait correctement. Le Conseil Municipal propose de faire effectuer le nettoyage par une entreprise et d'adresser la facture à l'entreprise redevable.

Devenir de l'ancienne cantine

M. LECORDIER propose de mettre à disposition des locataires de la salle, cette pièce, en complément de l'actuelle cuisine afin de pouvoir faire un côté « chaud » et un côté « froid ».

Mme BOUTIGNY signale que si c'est le cas, le prix de la location devra être augmenté en conséquence.

Le Conseil Municipal propose de se réunir en commission pour discuter de ce sujet et visiter en même temps les locaux de la nouvelle cantine. Un rendez-vous est fixé au mardi 16 octobre à 18h00 à la nouvelle cantine.

Création d'un poste d'adjoint technique territorial

Délibération
N° 2012-026

M. RIBET informe le Conseil Municipal que dans le cadre de la titularisation de Mme CADINOT sur son poste d'adjoint d'animation, il serait judicieux de la titulariser également sur son poste d'adjoint technique territorial pour les fonctions de surveillante cantine.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité

Par délibération

Décide

*de supprimer un poste d'adjoint technique de 2^e classe **non titulaire** et de créer un poste d'adjoint technique de 2^{ème} classe **titulaire**, à temps non complet d'une durée hebdomadaire de 6 heures pour exercer les fonctions de surveillance de la cantine.*

Le poste sera pourvu par recrutement statutaire direct de Mme Nathalie CADINOT, agent communal déjà en poste, sans condition de diplôme, examen ou concours au grade d'adjoint technique territorial.

Mme CADINOT sera mise en stage à compter du 7 décembre 2012 pour une durée d'un an et sera titularisée dans son grade au terme de sa période de stage.

Renouvellement de la contractualisation d'un poste d'adjoint d'animation de l'accueil périscolaire	Délibération N° 2012-027
---	-------------------------------------

Considérant la délibération du 25 août 2005 créant les postes d'agents d'animation chargés de l'accueil périscolaire,

Considérant la titularisation de Mme CADINOT sur l'un des postes d'adjoint d'animation,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité

Par délibération

Décide de renouveler la contractualisation d'un poste d'adjoint d'animation de l'accueil périscolaire pour une durée d'un an et autorise Monsieur le Maire à recruter un second agent d'animation de la garderie périscolaire par voie contractuelle pour l'année scolaire 2012/2013.

Urbanisme : Lever de l'indice de cavité n° 180	Délibération N° 2012-028
---	-------------------------------------

Considérant le recensement des indices de cavités souterraines réalisé par le Cabinet INGETEC, et notamment l'indice de cavité répertorié sous le numéro 76303-180 sis impasse des châtaigniers,

Vu l'étude réalisée au mois de juillet 2012 par la société ANTEAGROUP à la demande de M. et Mme Bruno VINCENT, propriétaires de la parcelle cadastrée section A n° 306 afin de vérifier, l'absence de vides souterrains sur cette parcelle,

Considérant les conclusions établies par la Société ANTEAGROUP, à savoir que l'indice répertorié sous le numéro 76303-180 par INGETEC n'est en aucun cas lié à un quelconque risque souterrain,

Vu la proposition du Bureau des Risques Naturels et Technologiques de la Direction Départementales des Territoires et de la Mer en date du 17 septembre 2012,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité

Par délibération

Décide

- de lever la présomption de cavité souterraine liée à l'indice n° 180.
- de supprimer l'indice n° 180 de la carte des risques
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à ce dossier.

PLU : Modification de l'emprise de l'emplacement réservé n° 9	Délibération N° 2012-029
--	-------------------------------------

Considérant :

- l'approbation du Plan Local d'Urbanisme en date du 7 juin 2011,

- l'emplacement réservé n°9 pour une superficie de 150m² destiné à sécuriser le carrefour de la R.D. 31 avec la Rue des Rames
- les mesures prises sur place par les élus pour déterminer l'emprise exacte nécessaire au projet de sécurisation du carrefour,

Le Conseil Municipal,
après en avoir délibéré,
décide :

- *D'approuver la modification de l'emprise de l'emplacement réservé n° 9 qui passe de 150m² à 35m²,*
- *D'inclure cette modification dans la prochaine modification simplifiée du PLU,*
- *D'autoriser M. le Maire à signer tous les documents relatifs à cette modification.*

Révision des tarifs de la cantine

Délibération
N° 2012-030

Considérant la révision contractuelle des tarifs de la société « ISIDORE » chargée de fournir les repas préparés de la cantine scolaire et ceci à compter du 1^{er} septembre 2012,

Le Conseil Municipal,
après en avoir délibéré,
décide :

- *D'approuver la revalorisation de 2,7 % des tarifs de la société « ISIDORE » à compter du 1^{er} septembre 2012 conformément à l'application de la formule de révision prévue à l'article 6 du contrat de prestation et de renouveler ce dit-contrat par tacite reconduction.*
- *De fixer le prix du repas à 3.40€ pour le premier enfant et à 2.90€ à partir du second enfant, à compter du 1^{er} janvier 2013.*

Assurance Dommages-ouvrage pour les travaux d'extension de l'école

Monsieur RIBET présente le projet de contrat «Dommages-ouvrage » établi par l'assurance AXA afin de garantir l'extension de l'école.

Considérant le coût élevé de cette assurance, le Conseil Municipal décide de ne pas souscrire à ce contrat.

Fonds de Solidarité Logement

M. le Maire informe le Conseil Municipal qu'il a adressé un courrier au Département en réponse à sa relance pour que la Commune adhère au Fonds d'Aide au Logement. Il a expliqué que la Commune avait fait le choix d'aider les administrés au cas par cas.

Refus de subvention pour la pose d'un poteau incendie

M. RIBET informe le Conseil Municipal que la demande de subvention effectuée auprès du Département pour l'installation d'un poteau-incendie au carrefour de la Vallée a été refusée car le Département a décidé de recentrer son dispositif sur les créations de réserves incendie.

M. BOUDIER précise qu'il a demandé un devis à VEOLIA conformément aux prescriptions du SDIS.

Fascine Rue de la Chouette

**Délibération
N° 2012-031**

M. RIBET rappelle au Conseil Municipal la délibération qu'il a prise le 13 décembre 2011 pour participer au financement d'une fascine Rue de la Chouette. Les travaux ont été réalisés et réglés par le propriétaire de la parcelle concernée, M. GEORGES mais la trésorerie demande une délibération plus détaillée.

**Le Conseil Municipal,
après en avoir délibéré,
décide :**

- *de participer au financement de cette fascine à hauteur de 10% du montant total hors taxes des travaux qui s'élève à 1 288€. Cette participation de 128.80€ sera versée à la SCEA Luc GEORGES de GRAIMBOUVILLE.*
-

Remboursement suite annulation réservation salle polyvalente

**Délibération
N° 2012-032**

Considérant la réservation de la salle polyvalente effectuée le 3 avril 2012 par M. et Mme MARINIER domiciliés au Havre, pour le week-end des 3 & 4 novembre 2012,

Considérant leur courrier en date du 23 juillet 2012 relatif à une demande d'annulation de leur réservation de la salle polyvalente suite au décès d'un proche,

Considérant les justificatifs joints à leur demande,

**Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,
Décide :**

- *d'accepter l'annulation de la réservation de la salle polyvalente pour le week-end du 3 et 4 novembre 2012. Le montant de la location, soit 395 euros, versé lors de la réservation leur sera remboursé par virement bancaire.*

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que tout transfert de charges consécutif à l'exercice effectif d'une nouvelle compétence par Caux Estuaire doit faire l'objet d'une évaluation par la Commission d'évaluation de transfert de charges.

L'exercice de la compétence « *Collecte et élimination des déchets ménagers* » a fait l'objet d'un calcul de transfert de charges, arrêté au 1^{er} janvier 2002.

La Commission d'évaluation de transfert de charges s'est réunie le 4 mai dernier et a fait des propositions de révision du calcul du transfert de charges pour 3 communes concernées.

1) Correction de l'attribution de compensation (AC) des communes d'Oudalle, de Saint Vigor d'Ymonville et de Sandouville, à compter de l'année 2012.

En 2012, les communes d'Oudalle, de Saint Vigor d'Ymonville et de Sandouville ont fait une demande pour que soit revu le calcul de leur transfert de charges appliqué depuis cette date par la Communauté de Communes pour l'exercice de cette compétence.

Les membres de la CLETC proposent une correction de l'attribution de compensation, à compter de l'année 2012, correspondant au produit de TEOM levée par la Communauté de Communes, calculée au taux de l'année 2003, sur les bases de 2003 (dans la limite du montant du transfert retenu) et tel qu'il apparaît dans le tableau ci-joint pour les trois communes concernées :

<i>Montants en euros</i>	Attribution de compensation de 2001	Réduction initiale	Attribution de compensation de 2011	Minoration de la réduction	Réduction corrigée	Attribution de compensation proposée
	<i>a</i>	<i>b</i>	<i>c=a-b</i>	<i>d</i>	<i>e=b-d</i>	<i>f=a-e</i>
Oudalle	420 330,30	20 817,11	399 513,19	20 817,11	0,00	420 330,30
Saint-Vigor-d'Ymonville	345 078,72	29 095,62	315 983,10	24 287,20	4 808,42	340 270,30
Sandouville	904 972,28	73 005,70	831 966,58	9 512,05	63 493,65	841 478,63

	Bases nettes de TEOM 2003	Produit de TEOM 2003 (taux = 4,03%)
Oudalle	695 903,00	28 044,89
Saint-Vigor-d'Ymonville	602 660,00	24 287,20
Sandouville	236 031,00	9 512,05

⇒ Soit des corrections de l'attribution de compensation (AC) des communes d'Oudalle, de Saint Vigor d'Ymonville et de Sandouville, à compter de l'année 2012, pour des majorations d'AC d'un montant de :

- o Oudalle : + 20 817,11 €
- o St Vigor d'Ymonville : + 24 287,20 €
- o Sandouville : + 9512,05 €

⇒ Soit un transfert de charges relatif à l'exercice de la compétence « *Collecte et élimination des déchets ménagers* » pour :

- o Oudalle d'un montant de 0 €
- o St Vigor d'Ymonville d'un montant de 4 808,42 €
- o Sandouville d'un montant de 63 493,65 €

2) Correction de l'attribution de compensation de Sandouville liée à la fermeture de la déchetterie, à compter de l'année 2012.

Lors du transfert de la compétence « Collecte et élimination des déchets ménagers », les charges relatives à la Commune de Sandouville valorisaient le coût de l'exploitation et de l'entretien de la déchetterie de Sandouville.

La fermeture de cette déchetterie au mois d'avril 2012 amène la CLETC à proposer de minorer la réduction de l'attribution de compensation opérée au titre du transfert de la compétence ordures ménagères de Sandouville à hauteur de la baisse du coût net du service déchetterie occasionnée par la fermeture de la déchetterie.

Ce coût net est estimé par les Services de la Communauté à 13751 €, montant correspondant à l'écart constaté sur la base des dernières données disponibles entre le coût du service « Déchetteries » sur Sandouville selon l'ancienne configuration (mini-déchetterie et point de collecte : 24554 €) et selon la nouvelle configuration (2 bennes à déchets verts en point de collecte : 10803 €).

Les membres de la CLETC propose de majorer l'attribution de compensation de Sandouville de 13 751 €, à compter de l'année 2012.

⇒ Soit une correction de l'attribution (AC) de Sandouville liée à la fermeture de la déchetterie, à compter de l'année 2012, pour une majoration d'AC d'un montant de :

- o Sandouville : + 13 751 €.

Soit un transfert de charges relatif à l'exercice de la compétence « *Collecte et élimination des déchets ménagers* » suite à la fermeture de la déchetterie pour :

- Sandouville : 49 742,65 € (si la première proposition ci – dessus est adoptée).

Vu :

- la loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,
- la loi « Libertés et responsabilités locales » du 13 août 2004,

- le Code Général des Collectivités Territoriales,
- le Code Général des Impôts,
- les débats de la réunion de la Commission d'Evaluation de Transfert de Charges en date du 4 mai 2012,

Considérant la décision d'appliquer cette révision du mode de calcul du transfert de charges pour l'exercice de la compétence « Collecte et élimination des déchets ménagers » au 1^{er} janvier 2012,

Après avoir pris connaissance du rapport de la Commission d'évaluation de transfert de charges en date du 4 mai 2012, annexé à la présente délibération,

Après en avoir débattu,

Le Conseil Municipal,

Décide :

- *d'adopter le rapport de la Commission d'évaluation de transfert de charges, annexé à la présente délibération :*
 - o *Correction de l'attribution de compensation (AC) des communes d'Oudalle, de Saint Vigor d'Ymonville et de Sandouville, à compter de l'année 2012 : pour des majorations d'AC d'un montant de :*
 - *Oudalle : + 20 817,11 €*
 - *St Vigor d'Ymonville : + 24 287,20 €*
 - *Sandouville : + 9 512,05 €*

Soit un transfert de charges relatif à l'exercice de la compétence « Collecte et élimination des déchets ménagers » pour :

 - *Oudalle d'un montant de 0 €*
 - *St Vigor d'Ymonville d'un montant de 4 808,42 €*
 - *Sandouville d'un montant de 63 493,65 €*
 - o *Correction de l'attribution de compensation de Sandouville liée à la fermeture de la déchetterie, à compter de l'année 2012 : pour une majoration d'AC d'un montant de :*
 - *Sandouville : + 13 751 €.*

Soit un transfert de charges relatif à l'exercice de la compétence « Collecte et élimination des déchets ménagers » suite à la fermeture de la déchetterie pour :

 - *Sandouville : 49 742,65 € (si la première proposition ci-dessus est adoptée).*
- *charger Monsieur le Maire de prendre toutes les décisions utiles relatives à l'exécution de ce rapport.*
- *autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.*

En vertu d'un arrêté préfectoral du 29 mai 2012 portant transfert de la compétence « maîtrise d'ouvrage des travaux d'électrification » le Maire expose aux membres du Conseil Municipal :

Vu l'arrêté préfectoral du 29 mai 2012 portant modification et révision des statuts du syndicat départemental d'énergie de la Seine-Maritime (SDE76) ;

Vu l'exercice de la compétence « maîtrise d'ouvrage des travaux des réseaux publics de distribution d'électricité » par le SDE 76 à compter du 1^{er} juin 2012 ;

Vu d'une part, les dispositions de l'article L5211-25-1 du CGCT qui posent le principe d'une répartition de patrimoine entre les communes en cas de retrait de compétence, et d'autre part, les dispositions des articles L1321-1 et suivants du CGCT qui précisent que le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date du transfert, pour l'exercice de cette compétence ;

Vu la difficulté pour le SDE 76, les syndicats d'électrification en milieu rural du département (SIERG) et les 690 communes de Seine-Maritime concernés par l'électrification rurale à mettre en œuvre les dispositions cumulées des articles L321-1 et L5211-25-1 du CGCT : délibérations des communes et des SIERG fixant les modalités de répartition du patrimoine (définition d'une clé de répartition) signature d'un procès verbal entre le SDE 76 et chacune des 690 communes pour la mise à disposition des réseaux au bénéfice du SDE 76 ;

Vu la possibilité, conformément aux dispositions de l'article L3112-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.

**Le Conseil Municipal,
après en avoir délibéré,
décide :**

- *Accepte le transfert direct, en pleine propriété et à titre gratuit, des réseaux d'électrification : extension, renforcement et effacement, du SIERG vers le SDE 76 ainsi que le transfert des emprunts ayant servi à financer les travaux d'électrification ;*
- *Accepte le transfert direct, en pleine propriété et à titre gratuit, des travaux inopiné de renforcement et d'extension (y compris les tarifs jaunes) ;*
- *Prend note que ce transfert en pleine propriété et à titre gratuit ne pourra intervenir au profit du SDE 76 que si l'ensemble des communes membres du SIERG donne son accord sur ce mode opératoire.*

Projet de fusion des trois communes

M. RIBET informe le Conseil Municipal que le Préfet devait prendre son arrêté de fusion mais suite aux résultats des dernières élections législatives, le projet est gelé.

Le rapport de synthèse des travaux du comité de pilotage du 2 juillet 2012 est tenu à disposition des élus.

Fonds National de Péréquation des ressources intercommunales et Communales (F.P.I.C.) : fixation des modalités de répartition de l'enveloppe 2012

Monsieur le Maire expose aux conseillers municipaux que conformément aux orientations fixées par le Parlement en 2011 (article 125 de la loi de finances initiale pour 2011), l'article 144 de la loi de finances initiale pour 2012 prévoit la création du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (F.P.I.C.). Il s'agit d'un mécanisme de péréquation horizontale pour le secteur communal, consistant à prélever une fraction de ressources fiscales de certaines collectivités pour la reverser à des collectivités moins favorisées.

Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales est alimenté par prélèvement sur les ressources des intercommunalités et des communes isolées dont les potentiels financiers agrégés (PFIA) par habitant dépassent un certain seuil. Les sommes sont reversées aux intercommunalités et communes moins favorisées, classées en fonction d'un indice tenant compte de leur potentiel financier agrégé, du revenu par habitant et de leur effort fiscal.

Pour notre territoire, le montant prélevé pour l'ensemble intercommunal s'élève à 238 926€. Les prélèvements et les versements par chaque ensemble intercommunal ont été calculés par la Direction Générale des Collectivités Locales.

La répartition du FPIC entre l'ensemble intercommunal et ses communes membres appartient au Conseil Communautaire selon des modalités définies par la loi et modifiable.

La répartition dérogatoire en fonction du CIF a été retenue pour la seule année 2012 par le Conseil Communautaire ce qui conduira à répartir le montant de prélèvement de 238 926€ comme suit :

- Financement par la Communauté de Communes : 118 686€
- Financement à se répartir entre les Communes membres : 120 240€

Le montant du prélèvement pour la Commune de Gommerville serait de 1 433€ pour l'année 2012.

Programme Local de l'habitat

M. RIBET rappelle aux conseillers municipaux que le Programme Local de l'Habitat adopté le 31 mars 2011 prévoyait la mise en place d'une aide à l'accession à la propriété.

A ce titre, le Conseil Communautaire a accepté de conclure une convention Foncier Duo Collectivité avec le Crédit Foncier de France. L'aide à l'accession prendra ainsi la forme d'un Prêt Bonifié Local de 10 000€ sur 14 ans au taux de 0% l'an.

L'enveloppe budgétaire 2012 allouée à l'ensemble du dispositif d'aide s'élève à 60 000€, la Communauté de Communes limitant prévisionnellement son dispositif à 30 prêts bonifiés. La subvention apportée par la Communauté de Communes est de 2000 euros par prêt.

Monsieur RIBET présente des devis pour l'acquisition de vases en bronze pour le columbarium.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré,

Décide

D'accepter le devis de la société PERONA d'un montant de 38.65€ l'unité (modèle 2562) et donne son accord pour une commande de 6 vases.

Le Conseil Municipal précise que le règlement du columbarium sera modifié pour stipuler que seul ce modèle de vase pourra être apposé sur les façades du columbarium.

Considérant la proposition de la société SCHILLER pour effectuer l'entretien et la maintenance du défibrillateur via une visite sur site tous les trois ans et moyennant un coût annuel de 90€ TTC,

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré,

Décide,

D'autoriser Monsieur le Maire à signer un contrat avec la société SCHILLER pour une durée initiale de 36 mois pour l'entretien et la maintenance du défibrillateur. Ce contrat triennal hors consommable se prolongera par tacite reconduction à la troisième année, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, avec un préavis de trois mois avant la date anniversaire. Le montant annuel de ce service s'élève à 90€ TTC ;

Divers

Requêtes

- Le Comité des Fêtes souhaiterait rénover le local au dessus de la mairie. A cet effet, il demande si la Mairie peut fournir la peinture. Le Conseil Municipal accepte cette requête.
- Le Modern Dance souhaiterait entreposer des miroirs dans la salle polyvalente. Le Conseil Municipal, à l'unanimité, refuse cette demande.

Cérémonies

- 11 novembre : programme habituel à savoir 11h15 à l'église, 11h30 au monument aux morts et 11h45 à la salle polyvalente pour la remise des diplômes aux médaillés du travail et aux lauréats des jardins fleuris.
- Vœux 2013, la cérémonie aura lieu le samedi 12 janvier 2013

Questions diverses et courriers

Monsieur RIBET fait part aux conseillers d'un courrier de remerciement de M. Kevin PAUMIER pour l'aide financière et le soutien accordés à son projet. Il réitère sa demande pour une fermeture à minuit le samedi soir, le Conseil Municipal renouvelle son accord pour cet horaire conformément à sa décision du 20 septembre dernier.

M. RIBET informe le Conseil Municipal que le recommandé qui avait été adressé pour demander la taille de la haie située Place du Père Arson, est revenu car le destinataire n'a pas été le chercher.

Courrier de M. HOORELBEKE

M. RIBET donne la parole à M. HOORELBEKE venu assister à la séance. Celui s'explique sur la procédure qu'il a entreprise depuis deux ans pour demander une intervention de la Communauté de Communes ou de la Commune afin d'obtenir une meilleure réception de l'ADSL au hameau de la Chouette. La Communauté de Communes lui a répondu qu'elle n'a pas la compétence pour ce genre de problème. Mme BOUTIGNY propose de transmettre à nouveau la requête de M. HOORELBEKE à la Communauté de Communes.

M. RIBET signale qu'un administré du hameau de la Vallée a également adressé un courrier en mairie pour faire part du même souci de mauvaise réception internet.

Prévision des épisodes neigeux

Mme MAILLARD demande s'il serait possible de réunir une commission pour anticiper la gestion des épisodes neigeux.

ETAT DES PRESENCES
De la séance du 20 septembre 2012

Nom prénom	Présence	Signature (seules les personnes présentes doivent signer le Procès Verbal)
BOQUET Karine	x	
BOUDIER Patrick	x	
BOUTIGNY Nadine	x	
DETOURNAY Philippe	absent	
FLOURY Rachel	x	
HAUZAY Alain	x	
JAUDRIAT Jean-Marie	x	
LAVENU Sylvain	x	
LE ROY Aurélie	x	
LEBAS Patricia	x	
LECORDIER Denis	x	
LEGEMBRE Jean-Louis	absent	
LETHUILLIER Sylvain	x	
MAILLARD Stéphanie	x	
RIBET Roger	x	